

■ SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

INTERCOMMUNALITÉ. Le préfet de région fait l'unanimité contre lui

Tous les élus de Saint-Quentin-en-Yvelines ont finalement pris position sur l'intercommunalité de demain : ils ne veulent pas, quelle que soit leur tendance politique, du projet du préfet de région d'une agglomération de 800 000 habitants.

QUE CE SOIT dans le département des Yvelines ou dans l'Essonne, «**tout le monde est contre la proposition du préfet de région de créer une intercommunalité à 800 000 habitants**», rappelle Michel Laugier, le président DVD de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (Casqy). Elle regrouperait la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (Casqy), Versailles Grand Parc (VGP), la communauté d'agglomération de Paris-Saclay (la Caps) et Europe-Essonne.

50% d'intégration

Et pour la première fois depuis la création de la Ville nouvelle, les clivages gauche-droite (lire les encadrés ci-dessous) s'effacent devant ce «**périmètre surdimensionné. Il faut absolument trouver autre chose. D'autant que, contrairement à ce qu'espère le préfet, la création d'une telle entité n'accé-**



Michel Laugier, le président DVD de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

lera pas le développement de Paris-Saclay, bien au contraire, cela va le freiner. Et

la raison en est simple : nous n'avons pas les mêmes niveaux d'intégration entre

les différentes communautés d'agglomération». Créée au début des années 1970

comme les cinq autres Villes nouvelles d'Île-de-France, «**Saint-Quentin-en-Yvelines est à**

50% d'intégration (c'est à dire de mutualisation des services, de syndicats intercommunaux, etc., ndr). Versailles Grand Parc n'en est qu'à 15%, la Caps est à seulement 16%, et je ne parle pas d'Europe Essonne. Les différences sont trop marquées pour bien fonctionner ensemble».

Une guerre de tranchées ?

Pour autant, la décision finale reviendra au préfet de région qui, s'il écoute les élus, ne les entendra pas forcément. «**Soit il proposera de lui-même des amendements devant notre réaction, soit il maintiendra sa position et alors nous, les élus, seront à l'origine de nombreux amendements**», conclut Michel Laugier. Il semblerait bien qu'une guerre de tranchées vienne de s'engager entre les élus locaux et le préfet de région, et, à travers lui, contre la position du gouvernement actuel. David Canova

Le Front de gauche et les écologistes sont aussi contre

PRENANT une position commune, les élus Front de gauche et Europe-Ecologie-Les Verts (EELV) se disent également «**surpris de nous voir proposer une agglomération à 800 000 habitants, s'étendant de Bougival à Wissous et englobant la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (Casqy), Versailles Grand Parc (VGP), la communauté d'agglomération de Paris-Saclay (la Caps) et Europe-Essonne**», explique leur porte-parole, Olivier Pareja (élu communautaire EELV de Guyancourt).



Olivier Pareja (2^e à dr.) et les écologistes de Saint-Quentin.

Les habitants d'abord

Et de préciser : «**Il s'agit d'une agglomération sans nom, sans sens et sans projet commun. Un élargissement qui est la négation de notre histoire et de notre devenir. Voilà à quoi se résume ce pro-**

jet auquel, nous, élus du Front de gauche et écologistes, nous nous opposerons.» S'ils ne se prononcent pas sur un périmètre précis concernant l'élargissement de la Casqy ils estiment que «**Saint-Quentin a une histoire et une cohérence territoriale, appuyons-nous sur celle-ci pour en faire évoluer le périmètre de manière raisonnée, en veil-**

lant à l'équilibre entre les communes, et, surtout, à l'épanouissement des habitants», souligne Olivier Pareja. Car les habitants sont bien au cœur des préoccupations des élus. «**Les réformes qui se préparent ne sont pas bonnes, poursuit l'élu EELV. Elles n'ont qu'un objectif : contraindre à la réduction des dépenses**

publiques de l'Etat par la baisse des dotations et l'accélération des transferts de compétences sans les moyens. Pour les communes, c'est le risque d'étouffement financier avec comme seules possibilités l'augmentation des impôts locaux ou la fermeture des services, voire les deux.»

D. C.

L'UDI de Saint-Quentin a déjà pris position

Suite à l'annonce du préfet de région de créer une agglomération de 800 000 habitants, comprenant Saint-Quentin-en-Yvelines, le groupe UDI de l'agglomération saint-quentinoise avait tenu à réagir. «**Incapable de sortir notre pays du marasme, le plongeant dans une grave crise économique et politique, l'Etat socialiste continue son travail de sape à des fins purement électoralistes**, expliquait alors Laurent Mazauru, élu UDI d'Elancourt, au nom du groupe. La réforme territoriale, déjà bien entamée au niveau des régions, avec pour seule ambition de minimiser la perte du Sénat et d'éviter une hémorragie pour la gauche lors des prochaines régionales, continue avec les propositions de l'Etat sur la mise en place des nouvelles intercommunalités qui seront faites cette semaine par le préfet à nos représentants locaux.» Ce qui n'a pas empêché le Sénat de rebasculer à droite, ce week-end suite au renouvellement de la moitié de sénateurs.

Un espace à taille humaine

Si le préfet maintenait quand même son projet «**Saint-Quentin-en-Yvelines serait noyée dans un vaste territoire à cheval sur les départements des Yvelines et de l'Essonne de près de 800 000 habitants**», précise Laurent Mazauru. Et de s'interroger : «**Où retrouve-t-on les aspirations que nous avons exprimées à plusieurs reprises de conserver un espace à taille humaine basé sur un véritable bassin de vie, une identité commune et un projet de développement partagé et accepté par tous ? Nous ne pouvons que constater que nos aspirations sont exclues de cette proposition construite sans concertation avec les élus locaux et les acteurs du territoire. Solution que l'Etat veut nous imposer à des fins qui nous semblent purement politiques.**»

D. C.